

## Notes sur la séparation des paroisses Ardon-Chamoson en 1832.

*Travail présenté, le 4 juin écoulé, à l'occasion  
de la commémoration du centenaire de la mort du chanoine-historien*

**Anne-Joseph de Rivaz.**

Les deux conférenciers que vous venez d'entendre vous ont rappelé, en termes élogieux, les mérites éminents du chanoine Anne-Joseph de Rivaz, dont nous célébrons aujourd'hui le centième anniversaire de la mort.

Vous permettrez à un de ses arrière-petits-cousins de vous le présenter sous un autre aspect.

Le chanoine de Rivaz avait, on vous l'a dit, fait ses études de droit, couronnées par le diplôme d'avocat ; avocat il le restera toute sa vie. Tous ses travaux, tous ses écrits portent en effet l'empreinte de l'avocat habile, ardent dans la discussion, passionné dans la défense de la cause qu'il soutient. Il fut ironique, voire sarcastique, si ce n'est plus.

L'occasion se présenta, pour ce polémiste subtil et adroit, de donner la mesure de son talent : ce fut le conflit qui mit aux prises Ardon et Chamoson au sujet de la séparation des deux paroisses, en 1832. Et, coïncidence assez

bizarre, il allait devoir croiser le fer avec un autre chanoine de Rivaz, le D<sup>r</sup> André Derivaz qui lui-même l'avait fait nommer curé d'Ardon.

La rencontre fut violente mais loyale. Anne-Joseph de Rivaz plaidait la cause de Chamoson, tandis que André Derivaz soutenait celle d'Ardon.

Mais, si le premier était resté à l'écart du forum politique, s'occupant spécialement d'histoire, il n'en était pas de même du second qui joua un rôle de premier plan dans la politique valaisanne. Député du clergé au Grand Conseil, il fut le plus dangereux adversaire du chef libéral de l'époque, Maurice Barman, qu'il réussit même un jour à maintenir au siège présidentiel, alors que l'appelaient au dehors les troupes de la Jeune-Suisse. Haï par elle, il fut un jour injurié et menacé de mort devant sa propre cure d'Ardon. En 1847, ce fut encore lui qui força le gouvernement à se joindre au Sonderbund : ses adversaires s'en souvinrent, après leur victoire, en l'imposant pour une somme de 10.000 francs.

Ces quelques exemples vous dépeignent assez le prêtre courageux, bouillant, le politicien acharné et intrépide qu'était le chanoine André Derivaz.

Tels sont les antagonistes qui bientôt vont s'affronter, tous deux originaires de St-Gingolph, tous deux pirates du lac, comme on dit, que la douceur des eaux du bleu Léman n'avaient pas adouci.

Et maintenant que vous les connaissez, un bref historique des deux paroisses vous fera mieux comprendre la cause du conflit.

La **paroisse** d'Ardon date de la seconde partie du XII<sup>e</sup> siècle et embrassait toute la **seigneurie** épiscopale avec Chamoson, St-Pierre et Magnot. Elle était placée sous le **patronage** de St-Jean.

Quant à celle de **Chamoson**, objet du présent conflit, d'aucuns veulent en voir une au XIII<sup>e</sup> siècle déjà sous le **patronage** de St-André. Une frasque du Merdesson aurait détruit ce **premier sanctuaire** ; une seconde chapelle, subit le même sort. Guillaume VI de Rarogne **consacrait le premier mai** 1441 une nouvelle et troisième chapelle, sans les prérogatives **d'une église paroissiale** puisque, hormis certains cas spéciaux, les Chamosards devaient **entendre** la messe, les jours de grande fête, à Ardon, y baptiser leurs enfants et y ensevelir leurs morts. Nous y reviendrons au cours du procès qui s'engage.

En 1751, Chamoson construisit le clocher actuel et, en 1775, une nouvelle église. Devenue trop petite, un sanctuaire plus spacieux devint nécessaire. Il fut édifié en 1928/29 et fait l'admiration de tous les visiteurs.

Entre temps, la séparation des deux paroisses avait eu lieu. Depuis longtemps, les Chamosards se plaignaient de l'obligation qu'ils avaient de descendre à Ardon aux fêtes de première classe et les troisièmes dimanches du mois pour les baptêmes et les ensevelissements. Nous trouvons mention d'une réclamation de leur part en 1367 déjà ; puis en 1511, en 1717, en 1742. Avouez que la vertu de persévérance ne leur était pas étrangère.

Vers le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle l'idée d'une séparation recommence à hanter les cerveaux. L'offensive reprit, vigoureuse et habile. Trois évêques suc-

cessifs, sollicités de donner leur agrément à ce désir de la population, ne crurent pas y trouver de motifs suffisants. Mais le temps travaillait pour Chamoson ; l'heure vint où le vaillant village allait voir ses vœux les plus ardents se réaliser.

Par décret du 22 avril 1832, Mgr Maurice Fabien Roten prononçait la séparation définitive.

Cependant, il était difficile pour Ardon d'interjeter un recours auprès de la Nonciature sans l'appui du vénérable Chapitre de Sion.

Quelle fut l'attitude de ce dernier dans cette circonstance ?

Au début, lorsque Chamoson présenta sa requête, le vénérable Chapitre resta indifférent. Il ne jugea pas opportun de s'opposer à la séparation tant que ses droits n'étaient pas menacés.

Etant collateur de la cure d'Ardon, il serait, espérait-il, également celui de la future paroisse.

Ses droits n'étant donc pas menacés, il dormait sur ses deux oreilles.

Mais quand il eut pris connaissance du décret de Mgr Fabien Roten, il constata que la nomination du futur curé de Chamoson lui échappait. Il en fut fort mécontent. Il hésita, tout d'abord, de prendre une décision contre l'évêque mais, sur les instances du chanoine André Derivaz, il se décida à se joindre aux protestations de la paroisse d'Ardon.

Trois de ses membres, les chanoines Polycarpe de Riedmatten, de Preux et Gard, rédigèrent un mémoire qui concrétisait les raisons s'opposant à l'érection d'une nouvelle paroisse.

De son côté, furieuse, la paroisse d'Ardon protesta, interjeta un recours à la nonciature, d'entente avec le Chapitre, mais tout fut vain.

Chamoson gagna la bataille et, sans vouloir diminuer en rien la valeur des arguments d'Ardon, Chamoson méritait de la gagner.

Tel est le conflit dont je vais vous entretenir quelques instants et dans lequel les deux chanoines de Rivaz interviendront avec une sainte furie.

Le conflit commença en 1831 par une requête de Chamoson. Cette paroisse avait pour plaider sa cause le notaire Jacques Pont et l'avocat Ganiot... deux avocats habiles et ardents.

Ecoutez plutôt leurs accents pénétrants :

« La fréquentation des saints Sacrements étant la vie spirituelle du peuple chrétien, le moyen par excellence d'établir le règne de la vertu sur les ruines du vice, il faut donc que chacun ait la toute occasion d'en approcher et de les recevoir ; mais c'est ce qui n'est pas, et qui n'aura jamais lieu chez nous, tant que Chamoson ne sera pas réintégré dans ses droits. Car le prêtre qui vient dire la messe dans notre église arrive d'ordinaire trop tard pour entendre les confessions de ses fidèles. Si ce que nous venons d'alléguer est infiniment désavantageux pour Chamoson, le danger de mourir sans les secours si consolants de la religion, comme hélas, il n'est arrivé que trop souvent, et uniquement à cause de l'éloignement de M. le curé d'Ardon, l'est

bien davantage ; et nous ne porterions qu'avec effroi les yeux sur l'avenir, si Votre Grandeur ne venait nous sauver du danger qui nous menace. Eloignés d'Ardon, où M. le curé fait sa résidence, les enfants de Chamoson n'ont pas l'occasion de s'instruire des vérités de la foi, comme si nous avions un pasteur au milieu de nous, et cet inconvénient existe pour les deux tiers de la paroisse ». (Chamoson et St-Pierre formaient, en effet, les deux tiers de la paroisse).

Comment ne pas être touché par pareille supplique, qui fait encore état de l'éloignement trop grand de l'église paroissiale et de la difficulté du chemin, surtout en hiver, « quand les pluies continuelles et abondantes, la neige et la glace se succèdent sans interruption, empêchant les fidèles d'assister assidûment à la messe »... « il en est bon nombre qui courent ça et là aux églises voisines ou ne satisferont pas du tout au précepte d'entendre la sainte messe ces jours-là ».

Le tableau des avocats de Chamoson est sans doute poussé légèrement au noir, mais que voilà un plaidoyer bien propre à éveiller dans l'âme du prélat le désir d'une réforme administrative assurant une meilleure pastoration. En père spirituel soucieux du bonheur éternel de ses fils, Mgr Roten ne pouvait rester insensible à cette voix ; ne le rendait-elle pas implicitement responsable de la perte de la foi et de la damnation, peut-être, de beaucoup ?

Aussi, le 22 avril 1832, l'évêque Roten porte le décret de séparation. Il rappelle les doléances relevées ci-haut, accompagnées, dit-il, de plaintes lamentables.

« Voulant parer, continue-t-il, aux nombreux inconvénients et dangers susdits, si funestes au salut des âmes, dangers tellement publics et notoires, qu'on chercherait en vain d'en contester l'existence à quiconque connaît exactement l'état de cette commune... » Voilà la raison essentielle de sa décision, raison qu'il invoque au début du décret, en rappelant les enseignements du Concile de Trente.

En ce qui concerne la question du bénéfice, l'évêque prit la décision suivante : La cure d'Ardon se trouvant déchargée de l'entretien d'un vicaire, devra contribuer à l'entretien de la nouvelle paroisse : 42 fichelins de seigle, deux fromages des montagnes de Loutze et de Chamosentze et deux autres petits ; 20 fichelinées du champ dit de Gru au partage duquel il sera procédé par les députés des deux communes.

Pour sa libération, Chamoson payera à Ardon deux cents écus bons et offrira chaque année deux cierges d'une livre chacun à son ancienne église paroissiale, le jour de Saint-Jean-Baptiste.

Quant au mode de nomination du curé, Chamoson ayant fondé et construit à ses frais l'église de St-André et se réservant le droit de patronage, elle aura le droit de présenter « trois sujets dignes et capables ». L'évêque choisira.

Tout semblait terminé, et heureusement terminé. On comptait sans l'opi-

niâtreté d'Ardon et particulièrement de son curé, le chanoine André Derivaz. Malgré ses efforts, il avait été battu. Qu'à cela ne tienne, il ira à Lucerne, auprès de la Nonciature.

Dans ce mémoire, le Chapitre estime tout d'abord que la séparation n'est pas nécessaire. Nécessité ne peut surgir que de la distance des lieux et la difficulté des chemins, distance et difficultés telles que les paroissiens ne peuvent se rendre à l'église *sine magno incommodo*, sans un grand inconvénient.

Est-ce le cas pour Chamoson ? Non, répond le Chapitre : les chemins sont bons, sans danger d'éboulement ou d'avalanche, en pente douce à travers vignes et vergers, la distance n'est que d'une petite demi-heure ; si elle justifiait une séparation, le tiers des paroisses du Valais seraient à même de l'obtenir.

Chamoson, poursuit le Chapitre, a exagéré distances et difficultés et omis de parler des déplacements fréquents du curé ou du vicaire d'Ardon à Chamoson. C'est lui qui supporte le plus souvent la fatigue du chemin, le désagrément des pluies, neiges et frimas.

Le mémoire s'applique ensuite à réfuter les arguments de Chamoson. La controverse ne manque pas d'intérêt.

L'absence de curé, prétend Chamoson, produit un relâchement des mœurs et de la pratique religieuse. Si cela était, serait-ce une raison d'en donner un à Chamoson ? Point du tout. « Jamais, affirme le Chapitre, il n'a été reconnu que le relâchement des mœurs et la transgression des lois de l'Eglise étaient des titres légitimes pour obtenir la séparation des paroisses. Jamais l'Eglise n'acceptera que des enfants rebelles puissent se glorifier d'obtenir par leur désobéissance des grâces et des faveurs. » Peut-on rejeter sur le curé d'Ardon qui vient à Chamoson les trois quarts des dimanches, la faute commise par certains en désertant les offices ? Sont-ils moins intruits ? Mais c'est le même curé qui instruit les uns et les autres...

Pathétique, le mémoire évoque les funestes conséquences qu'aurait une pareille séparation, l'exemple dangereux et le précédent malheureux qu'elle constituerait pour les autres localités.

En conclusion, le Chapitre, en qualité de collateur de la cure d'Ardon, demande que la séparation ne soit pas acceptée.

Au cas où elle le serait :

- 1° que le prêtre ne soit pas un curé, mais un simple vicaire ou recteur ;
- 2° que le curé d'Ardon soit mis en possession du droit de présentation ;
- 3° que le dit curé d'Ardon continue de percevoir en entier les revenus de son bénéfice.

Considérations juridiques et raisons sentimentales ne trouvèrent, hélas, pas grâce devant la Nonciature.

Dans le même temps qu'Ardon et le Chapitre s'adressaient à Lucerne, une âpre polémique mettait aux prises, en Valais, les deux chanoines dont nous avons parlé : le curé d'Ardon, le chanoine André Derivaz et le Grand Sacris-

tain du Chapitre, le chanoine Anne-Joseph de Rivaz, qui, chargé par le Corps capitulaire de la défense de ses intérêts, avait pris fait et cause pour Chamoson.

En des brochures d'une verve mordante, voire passionnée, les deux adversaires livrent un combat de plume des plus violent.

André Derivaz intitule son libelle : « Notice historique sur l'église paroissiale d'Ardon ». Anne-Joseph de Rivaz avec l'avocat Ganioz intitulent le leur (on y reconnaîtra le style de l'époque) : « Hommage à la justice et à la vérité ». La brochure du chanoine André est comme une réplique au décret de séparation de Mgr Roten ; celui du chanoine Anne-Joseph, une réponse à cette réplique.

Attaques et contre-attaques se suivent et se pressent ; qu'on en juge :

« Ardon et Chamoson n'ont toujours constitué qu'une paroisse dédiée à St-Jean, dans le village d'Ardon », écrit son curé André Derivaz. « Elle est une des plus anciennes du diocèse, datant du XI<sup>e</sup> siècle, époque des premières paroisses d'Occident. »

« Quelle étrange assertion dans la bouche d'un docteur », riposte son antagoniste, il couvre son contradicteur « brouillé avec l'histoire ecclésiastique » d'une avalanche de citations établissant l'existence de paroisses au VII<sup>e</sup> siècle déjà.

Nouvelle controverse au sujet de la signification du mot « sacerdos », terme donné dans un acte de 1214 au desservant de Chamoson. Est-il synonyme de « parochus » ? Non, prétend le chanoine André. Oui, affirme le chanoine Anne-Joseph. C'est sous le nom de « sacerdos », dit ce dernier, que sont désignés les plus anciens curés connus du diocèse de Sion et des environs. Et, à l'appui de son dire, d'appeler en témoignage le 3<sup>e</sup> canon du Concile de Lestines, en 743.

Pour étayer son argumentation, le défenseur d'Ardon invoque les motifs suivants :

1. Si la chapelle de Chamoson avait été une église paroissiale, elle n'aurait jamais perdu ce titre ; or, elle est constamment appelée « chapelle ».

« On est bien à plaindre, rétorque le porte-parole de Chamoson, quand on se trouve dans la nécessité de créer des fantômes pour les combattre. A-t-on jamais prétendu que la chapelle St-André ait été une église paroissiale ? Mais cela n'infirme en rien l'existence antérieure d'une telle église. L'inondation l'ayant détruite et son rétablissement exigeant des sacrifices trop considérables, les habitants durent se contenter d'une chapelle. »

« L'église St-Jean, d'Ardon, était, elle, l'église paroissiale de Chamoson (!) ; s'il en était autrement, le peuple de Chamoson aurait continué d'appeler St-André son patron, même après la destruction de l'église. Or, dans tous les actes anciens que j'ai pu me procurer — c'est le curé d'Ardon qui parle — je n'ai jamais vu que les habitants de ce lieu aient considéré saint André comme leur patron, tandis que dans les testaments de ... il en cite plusieurs),

tous faits à Chamoson, il y est expressément dit que St-Jean d'Ardon est leur patron. »

« Monsieur le docteur, riposte l'adversaire, voudrait-il donner peut-être dans un acte solennel le nom de paroisse à une commune qui a perdu son église et son presbytère, et hors d'état de rétablir l'un et l'autre ? » Quoi d'étonnant que les gens de Chamoson aient appelé St-Jean leur patron, un siècle après leur réunion à Ardon ? Et l'érudit historien de prouver, par de nombreux textes, la présence primitive de curés à Chamoson.

3. Une troisième preuve à l'appui de sa thèse, André Derivaz la trouve dans le fait que Chamoson ne possédait pas de cimetière et que la plupart des fondations d'anniversaires se faisaient à Ardon. Un seul acte, de 1542, parle d'un *coemeterium Chamosoni*. Cela suffit-il ? et n'est pas probable que le notaire qui a rédigé l'acte n'a voulu désigner que la place de la chapelle de St-André ? »

Pour le coup, son adversaire, le fougueux polémiste Anne-Joseph, se fâche.

« C'est véritablement se jouer des lecteurs, s'écrie-t-il, que d'oser avancer cela. Dans quel dictionnaire ces deux mots sont synonymes ? Ces élégantes phrases étant réservées à des docteurs qui parlent un autre langage que nous, nous nous bornerons à demander si parler de probabilité en face de l'évidence du contraire, n'est pas, en bonne logique, donner dans l'absurde, avoir perdu la carte ? Or, une tradition constante nous a conservé le souvenir d'un cimetière dans notre village ; on y a découvert quantité d'ossements, on y en déterre même aujourd'hui ; et M. le docteur ose avancer qu'il est probable que le notaire n'a voulu désigner par le mot *coemeterium* que la place de la chapelle de St-André ! Cette prétention nous rappelle bien malgré nous ces paroles de l'Ecriture : « Quand tu briserais le fou dans un mortier... la folie demeurerait entière. »

Que voilà des joutes dont la violence ironique et froide fait pâlir bien des polémiques modernes, violence qui n'est d'ailleurs que l'expression d'une conviction sincère et d'une intention droite. C'était, alors, le corps à corps loyal, suivi d'une réconciliation non moins sincère.

Une dernière passe d'armes. L'évêque avait fait allusion à la préexistence possible de la paroisse de Chamoson et parlé de réintégration respective. De cette réintégration, le chanoine André Derivaz ne veut rien savoir. « Ce considérant de Mgr Roten, dit-il, est dénué de toute espèce de fondement. D'ailleurs, pourquoi vouloir appuyer un décret sur un fait qui, lors même qu'il serait bien établi, ne peut former une preuve de droit : puisqu'il a été décidé par la congrégation interprète du concile de Trente qui si deux églises ont été unies pendant plus de quarante ans, cette union devait être définitive. Or, il n'y a pas seulement quarante ans que les deux églises auraient été unies, mais plusieurs siècles. »

Donc, on ne peut parler de réintégration.

« Les dispositions des hommes prévaudraient sur la loi de Dieu, se récrie Anne-Joseph de Rivaz ; parce que la sacrée congrégation du Concile a donné quelques explications sur des passages du concile de Trente, elle en aurait abrogé les décrets ! Ces décrets, d'ailleurs, ne s'opposent pas à ce que les Ordinaires ne revoient, dans les cas prévus par le droit commun, les unions d'églises faites au delà de quarante ans. L'évêque a toujours la faculté, si la nécessité l'exige, de modifier un état antérieur pour l'approprier aux besoins nouveaux. »

Ce corps à corps est terminé. Le fer s'est croisé, chacun combattant pour la défense d'intérêts également respectables. L'un, docteur en théologie, l'autre, historien de premier ordre, tous deux prêtres zélés, au tempérament fougueux.

« *Roma locuta, causa finita* ». Chamoson, nous l'avons vu, devait l'emporter, le Chapitre cathédral trouvant cependant une compensation dans le droit, qui lui était reconnu, de présentation, droit qu'il céda à l'Evêché en 1918.

---

P. de Rivaz.